Document generated on 05/19/2025 9:58 a.m.

Recherches sociographiques

Philip RESNICK, *The masks of Proteus :Canadian Reflections on the State*

André Bernard

Volume 32, Number 3, 1991

Femmes et reproduction

URI: https://id.erudit.org/iderudit/056647ar
DOI: https://doi.org/10.7202/056647ar

See table of contents

Publisher(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (print)
1705-6225 (digital)

Explore this journal

Cite this review

Bernard, A. (1991). Review of [Philip RESNICK, *The masks of Proteus :Canadian Reflections on the State*]. *Recherches sociographiques*, *32*(3), 464–466. https://doi.org/10.7202/056647ar

Tous droits réservés © Recherches sociographiques, Université Laval, 1991

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

découvert le nationalisme québécois. Cette reconstitution paraît peu crédible au dire même de certaines personnes citées.

Alfred O. Hero jr est identifié comme professeur de l'Université Harvard, ce qu'il n'a jamais été. William Diebold est présenté à plusieurs reprises comme président du *Council on Foreign Relations* (pp. 207, 238, 297, 446), fonction qu'il n'a jamais tenue. Cet organisme est montré comme un « prestigieux club new-yorkais » ; il s'agit plutôt d'une organisation d'envergure nationale dont le membership n'a rien d'exclusif, dont plusieurs personnalités font cependant partie et qui a son siège social à New York. Le *University Consortium for Research on North America*, un séminaire auquel contribuaient des universitaires de la région de Boston, est présenté « comme une tribune servant à la diffusion des thèses souverainistes » (p. 323), ce qui est nettement exagéré. Quelques souverainistes y ont été invités mais aussi un très grand nombre de fédéralistes, comme en font foi les publications de l'organisme. L'auteur parle de programmes d'études québécoises à Harvard, à Duke, à Northwestern et à l'Université du Maine à Orono. À ma connaissance, seule l'Université Duke a mis sur pied, pour une courte période, un tel programme.

En dépit de ces quelques erreurs, l'ouvrage est rempli d'informations dont l'authenticité est incontestable. Pour quiconque s'intéresse aux relations Québec-États-Unis, le livre de Jean-François Lisée demeure, pour le moment, la source de références la meilleure et la plus complète.

Louis BALTHAZAR

Département de science politique,
Université Laval.

Philip RESNICK, *The Masks of Proteus: Canadian Reflections on the State*. Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 1990, 340 p.

Les conceptions et perceptions qu'on peut avoir de l'État, de son organisation, de son fonctionnement et de son action sont multiples. C'est cette diversité qu'analyse Philip Resnick dans *The Masks of Proteus*.

Le titre du livre évoque le caractère protéiforme de l'État. En effet, comme le dieu Protée, qui, selon la mythologie grecque antique, avait le don de changer de forme à volonté, l'État peut être ou paraître plus ou moins coercitif, plus ou moins interventionniste, plus ou moins élitiste... Chacun des douze chapitres traite d'un aspect de cette diversité.

Dans le premier chapitre, Philip Resnick présente cinq grands courants de pensée qui ont marqué l'évolution des conceptions relatives à l'État. Entre deux théories opposées (l'aristocratique et la démocratique), il insère la républicaine, qui préconise de contrebalancer le pouvoir de l'aristocratie, l'absolutiste, qui attribue à l'État une autorité sans limite et la libérale, qui limite l'autorité de l'État aux domaines que lui accordent les institutions représentatives. Tout en marquant sa préférence pour la démocratie, il conclut en disant que chacune de ces théories offre un enseignement utile, la théorie absolutiste elle-même menant à réfléchir sur les risques et l'opportunité d'interventions autoritaires pour mettre fin aux crises.

Le chapitre deuxième traite des conceptions centralisatrices et unitaires qui ont marqué l'évolution de l'État au Canada. L'auteur montre qu'elles ressemblent un peu au «jacobinisme». À son avis (p. 51), Pierre Elliott Trudeau aura été le plus «jacobin» des premiers ministres du vingtième siècle, mais les «tories» du dix-neuvième siècle se sont révélés encore plus centralisateurs que lui puisqu'ils ont créé un État central.

Cet État central, comme le rappelle le chapitre troisième, a été longtemps désigné par le terme «Dominion». À cette appellation s'est substitué, petit à petit, le mot «gouvernement», remplacé de plus en plus, aujourd'hui, par le mot «État». Cette formule s'impose même dans les provinces. Autrement dit, des mots nouveaux s'appliquent aux réalités nouvelles issues de l'histoire.

Une évolution du même ordre s'observe d'ailleurs dans de nombreux domaines. Ainsi, en plus des conceptions centralisatrices et unitaires très présentes au Canada, il faut, selon Resnick, reconnaître la place occupée par des façons de voir analogues à celles de Montesquieu quant à la séparation des branches législatives, exécutives et judiciaires et quant à l'équilibre des pouvoirs; il estime que ces idées prennent une importance croissante aujourd'hui. C'est ce que tente de démontrer le chapitre quatrième où l'auteur reprend un article publié en 1987.

Le chapitre suivant poursuit la réflexion sur les conceptions de la vie politique au Canada. Resnick y distingue celles qui prêtent au parlement un rôle décisif. De ce point de vue, les idées d'Edmund Burke ont clairement influencé les institutions canadiennes et elles le font encore aujourd'hui. Pour établir l'équilibre, pense l'auteur, il faudrait s'inspirer davantage des conceptions démocratiques de Jean-Jacques Rousseau.

Ce chapitre, intitulé «Burke or Rousseau? Parliament or People?», termine la première partie de l'ouvrage, tout entière consacrée aux idées politiques. La deuxième partie porte sur les perceptions de la réalité et s'intitule «Political Economy and Sociology».

Les analyses de cette partie centrale se concentrent en effet sur diverses particularités de l'État contemporain du point de vue de son rôle dans l'économie. Le chapitre sixième, qui reproduit un texte paru en 1986, rappelle que l'État intervient de façon décisive, aujourd'hui, dans le champ économique, qu'il assume l'autorité souveraine sur son territoire et cherche à rassembler la population autour de valeurs communes. Le chapitre septième, un article de 1987, compare entre elles diverses perceptions du rôle économique de l'État présentes dans quelques unes des études préparées pour la Commission royale sur l'union économique et les perspectives de développement du Canada (vol. 26, 31, 32, 33 et 40). Selon Philip Resnick, la conception qui domine dans ces études s'apparente à une critique néo-libérale de l'État et constitue une acceptation tacite du pouvoir exercé par les grandes sociétés privées. Le chapitre huitième, qui est une sorte de prolongement des deux précédents, traite du rôle de l'État dans le développement économique du Canada, alors que le dernier suggère que les caractéristiques du Canada sont de plus en plus du «centre» plutôt que de la «périphérie», selon la terminologie à laquelle le nom d'Immanuel Wallerstein est associé.

La troisième partie, «Nationalism, Federalism, Socialism», regroupe trois chapitres qui, à la différence de ceux de la partie centrale, n'ont rien en commun. L'un compare le Canada anglais au Québec français du point de vue du rôle joué par l'État: selon l'auteur, le premier a réalisé son unité grâce à l'État central, le second, en dépit du même État et en raison de l'antériorité de la nation. Dans un autre chapitre, il est question d'un sujet très différent: l'auteur rappelle que les socialistes du passé ont rarement soutenu les conceptions fédéralistes de l'État et il souhaite qu'elles fassent dorénavant partie des idées chères aux socialistes

d'aujourd'hui. Enfin, sur un registre différent, un dernier chapitre présente un plaidoyer en faveur de la reconnaissance active des principes de la démocratie de participation, principes qui devraient orienter les projets de société des socialistes.

Dans ce livre, comme dans ses autres ouvrages, notamment *Parliament vs People* (1984), le politologue Philip Resnick révèle de grandes qualités. Il affiche une remarquable érudition avec près de mille citations ou références dont plusieurs témoignent de sa maîtrise de l'allemand et du français, fait digne de mention puisque, chez d'autres politologues canadiens de langue anglaise, on trouve fort peu de références à des textes de langue française. Il manifeste aussi une exceptionnelle capacité de réflexion et d'analyse. Pourtant, il s'engage. Les conclusions des chapitres traduisent son option en faveur d'institutions représentatives plus « équilibrées », d'une décentralisation plus poussée, d'une participation démocratique accrue, d'un fédéralisme moins unitaire, de projets sociaux plus généreux...

Les personnes qui s'identifient à l'un ou l'autre de ces idéaux auront plaisir à lire *The Masks of Proteus*. Quant aux autres, elles auraient intérêt à le faire.

André BERNARD

Département de science politique,
Université du Québec à Montréal.

Pierre FOURNIER, *Autopsie du Lac Meech : la souveraineté est-elle inévitable*, Montréal, VLB éditeur, 1990, 216 p.

L'auteur présente une analyse qui se découpe en trois moments. D'abord, le dossier constitutionnel est présenté et étudié à partir du *Canada Bill* jusqu'à l'Accord du lac Meech. Puis, de la prise en considération des oppositions, qui se sont manifestées à l'égard de l'Accord, et du refus final, l'auteur glisse vers une analyse des forces et des enjeux qui ponctuent la conjoncture politique dans l'après-lac Meech et pose l'alternative de la souveraineté sur les plans linguistique, politique et économique. Pour finir, il passe en revue et dénonce les visions naïvement optimistes sur le rôle de divers acteurs en faveur de la souveraineté. Le passage du premier moment au deuxième n'est pas nettement identifié, mais il n'en est pas moins réel.

En fait, le statut de l'auteur semble devoir se modifier d'un moment du livre à l'autre. Dans un premier temps, Fournier se fait l'analyste qui circonstancie son propos et qui montre les tenants et les aboutissants du dossier constitutionnel. Puis, au fur et à mesure où la conjoncture est abordée, il devient partie prenante du conflit : de la réserve qu'il semblait s'être assignée, il prend parti avec un propos plus engagé, voire dénonciateur. Les jugements se veulent sans réplique et les pointes d'humeur sont fréquentes. Dans le même paragraphe, par exemple, on apprend que, à propos de sa démission du cabinet et du caucus conservateur, Lucien Bouchard « n'avait pas le choix » compte tenu de ses engagements antérieurs (combien ont agi autrement malgré de pareils engagements antérieurs !) ou que comme président du comité qui a porté son nom, Jean Charest a fait montre d'un « opportunisme politique qui risque de le hanter longtemps ». Dans un dernier temps, l'auteur est tenté de parler au nom du « nous,